

Les plus modestes pénalisés par un retour au franc

Selon Terra Nova, la sortie de l'euro prônée par le FN amputerait de 7 % à 12 % les revenus d'une personne au smic



[les chiffres](#)



1 066 à 1 830 euros



C'est, par an et par ménage, ce que coûterait une dévaluation de 15 % à 20 % de la monnaie nationale, une fois la France

sortie de l'euro, affirme le think tank Terra Nova.

15 % à 18,5 %

C'est, selon le cercle de réflexion, le contenu en importations de la consommation des ménages français, c'est-à-dire la part qui concerne des produits ou services (finis ou intermédiaires) venus de l'étranger.

30 à 54

C'est, en milliards d'euros, le surcoût de la dette publique française (paiement des intérêts) par an en cas de hausse des taux d'intérêt après un retour au franc. En comparaison, la charge de la dette pour 2017 devrait atteindre 41,8 milliards d'euros.

[\[-\] fermer](#)

C'est l'un des points les plus débattus du programme du Front national (FN), mais aussi celui qui fait couler le plus d'encre. Les trois quarts des Français s'y opposent (selon un sondage Elabe rendu public le 9 mars), et pourtant, la mesure reste au cœur des propositions de Marine Le

Pen, à cinq semaines du premier tour de l'élection présidentielle.

La sortie de l'euro et le retour au franc constituent le sujet de la dernière note de Terra Nova, intitulée " Sortie de l'euro : les petits paieront ! ", qui devait être publiée jeudi 16 mars.

" La sortie de l'euro serait loin de servir les intérêts des classes populaires dont le FN a fait sa cible privilégiée : elle leur serait même extrêmement défavorable ", résume le think tank proche du Parti socialiste (PS), qui a étudié les effets d'un retour à la devise nationale sur le pouvoir d'achat et l'épargne des Français, mais aussi sur leurs impôts et leur accès aux services publics.

" Nous avons volontairement pris des hypothèses prudentes, en partant notamment du principe que la zone euro continue par ailleurs d'exister ", souligne Thierry Pech, le directeur général de Terra Nova.

Ainsi, une sortie de l'euro entraînerait une dévaluation d'au moins 15 % à 20 % du franc. De quoi engendrer une hausse des prix des produits importés, à laquelle il conviendrait d'ajouter la *" contribution sociale sur les importations "*, cette taxe de 3 % que Marine Le Pen souhaite instaurer pour relever les petits salaires et les petites retraites (jusqu'à 1 500 euros mensuels) de 80 euros par mois en moyenne.

Ardoise

En prenant l'hypothèse du FN que 15 % des dépenses de consommation des ménages portent sur des produits ou des services venus de l'étranger, le cercle de réflexion aboutit à une ardoise de 1 066 à 1 830 euros par ménage et par an. *" C'est (...) entre 7 % et 12 % d'un smic net à temps plein ; entre 11 % et 19 % des revenus d'un retraité seul au minimum vieillesse... ou entre 90 et 152 euros de pouvoir d'achat en moins par mois pour un salarié du milieu de la distribution des revenus "*, souligne Terra Nova.

Une analyse à rebours de l'argumentaire de la présidente du Front national pour justifier le financement de sa *" contribution sociale "* : *" 3 %, ce sont des matières premières, cela représente une proportion (...) dérisoire du prix des produits finis, ce ne sera pas sensible. Mais cela permet de relancer le pouvoir d'achat "*, assurait-elle devant la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), le 6 mars.

" C'est ignorer que les chaînes de valeur se sont globalisées : aujourd'hui, les deux tiers des composants d'un Airbus sont importés ! Et, dans ces secteurs précis, on ne peut pas dire que la France ne profite pas de la mondialisation ", rétorque le directeur général de Terra Nova. De plus, *" si le prix des biens importés augmente, le prix des mêmes biens produits en France tendra probablement à augmenter également : si une Volkswagen coûte plus cher, -Renault et PSA élèveront certainement aussi un peu leurs prix pour capter une part de cette marge "*, souligne la note.

Inflation et dette publique

Les ménages devraient, enfin, supporter les effets d'une dévaluation sur les administrations : une augmentation du prix des médicaments dans les hôpitaux, par exemple, devrait être financée par une hausse d'impôt.

Mais ce n'est pas tout. *" La sortie de l'euro aurait aussi des effets sur les classes populaires et les classes moyennes - par - son incidence sur le poids de la dette publique "*, -souligne Terra

Nova.

Non pas tant par ses conséquences immédiates : comme l'ont largement souligné les conseillers économiques du FN, en droit international, la *lex monetae* stipule qu'un contrat de droit national doit être réglé dans la monnaie du pays concerné. C'est au moment du refinancement de la dette française, détenue par nos créanciers pour une durée moyenne de sept ans, que la situation deviendrait complexe : la charge (les intérêts) pourrait atteindre 30 milliards d'euros supplémentaires par an (à comparer à 41,8 milliards aujourd'hui).

" Pour financer ce surcoût, il faudrait soit couper dans les dépenses publiques, soit augmenter les impôts. (...) La première méthode nuirait principalement à ceux qui ont le plus besoin des services publics, ceux qui ne sont pas en situation de payer une école privée à leurs enfants ou de prendre en charge une part croissante de leurs frais de santé ", indique Terra Nova. Quant à la piste de la hausse -d'impôt, elle semble inconciliable avec la baisse de 10 % de l'impôt sur le revenu – hors dernière tranche – contenue dans le programme du FN.

Un retour au franc aurait, enfin, pour effet de déprécier l'épargne des Français et notamment celle placée en assurance-vie. Un placement plébiscité par les retraités, mais aussi par les employés (29 % d'entre eux) et les agriculteurs (54 %), selon l'Insee.

La fameuse " planche à billets " prônée par le FN créerait plus vraisemblablement de l'inflation, une fuite des capitaux vers l'étranger et un financement plus difficile des prêts immobiliers ou à la consommation ; *" 2 % d'intérêt en plus sur un prêt immobilier de 150 000 euros sur quinze ans pour acquérir un pavillon dans un département du centre du pays - pourraient - en doubler le coût (...) par rapport à la situation -actuelle "*, a calculé Terra Nova.

Finalement, *" le FN, qui se prétend partout le "parti du peuple", est, en réalité, le pire ennemi des gens ordinaires, des travailleurs modestes et des petits épargnants "*, conclut le think tank.

Audrey Tonnelier